

BE-A0525_721505_803235_FRE

Inventaire des archives de la Commune de Malvoisin. Dépôt 2020 (1845-1980)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:	5
Consultation et utilisation	6
Conditions d'accès	6
Conditions de reproduction	6
Histoire du producteur et des archives	7
Producteur d'archives	7
Nom	7
Historique	7
Compétences et activités	8
Organisation	9
Archives	9
Historique	9
Acquisition	11
Contenu et structure	12
Contenu	12
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins	12
Finances et fiscalité	12
Patrimoine	13
Etat civil	13
Population	13
Elections	14
Affaires militaires	14
Travaux publics	15
Enseignement	15
Bienfaisance ou assistance publique	15
Culte	15
Langues et écriture des documents	16
Sélections et éliminations	16
Accroissements/compléments	16
Mode de classement	17
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS	19
I. Généralités	19
1 - 6 Registres aux délibérations et procès-verbaux du Conseil communal. 1898-1976	19
7 - 8 Registres aux délibérations du Collège échevinal. 1901-1976	19
II. Organisation et personnel	20
A. La commune en tant qu'entité administrative	20
B. Organisation et membres des organes politiques	20
C. Archives	20
D. Personnel	20
III. Patrimoine	22
31 - 34 Dossiers d'acquisitions de biens immobiliers par la commune. 1845-1935.	22
35 - 37 Dossiers d'aliénation de biens immobiliers par la commune. 1847-1925.	22
43 - 44 Gestion des essarts. 1887-1922	23
IV. Finances et fiscalité	25
A. Comptabilité	25
57 - 60 Budgets annuels. 1935-1976	25

61 - 62 Modifications budgétaires. 1948-1976.....	25
65 - 68 Comptes annuels. 1941-1976.....	25
69 - 95 Pièces justificatives des comptes annuels. 1905-1976.....	26
96 - 116 Grands-livres des recettes et dépenses. 1946-1976.....	27
B. Impositions et taxes.....	29
1. Généralités.....	29
124 - 125 Journaux auxiliaires des impositions, taxes et recettes diverses. 1956-1962.....	29
2. Impôts communaux.....	30
3. Impôts d'État.....	30
V. État civil.....	31
VI. Population.....	32
A. Registres de population et Mouvements de la population.....	32
136 - 140 Registres de population. 1921-1980.....	32
B. Cartes d'identité.....	33
147 - 148 Registres des cartes d'identité. 1929-1976.....	33
C. Étrangers.....	33
D. Permis de conduire.....	33
VII. Élections.....	34
VIII. Affaires militaires et guerres.....	35
A. Milice.....	35
B. Mobilisation et réquisitions militaires en temps de paix.....	35
C. Guerres et conséquences.....	35
D. Ravitaillement.....	35
IX. Ordre et sécurité publics.....	37
X. Santé publique.....	38
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	39
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	39
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	39
2. Bâtiments scolaires.....	39
3. Bâtiments du culte.....	39
4. Cimetière.....	40
5. Lavoir.....	40
B. Travaux et inspection de la voirie.....	40
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	42
D. Services d'utilité publique.....	42
1. Distribution d'eau.....	42
2. Électricité.....	43
3. Téléphone.....	43
4. Transports en commun.....	43
E. Aménagement du territoire.....	43
1. Plans.....	43
2. Autorisations de voirie.....	44
3. Permis de bâtir.....	44
XII. Enseignement.....	45
A. Personnel.....	45
B. Équipement.....	45
XIII. Économie.....	46
A. Agriculture.....	46
237 - 242 Bulletins de recensement agricole et horticole. [Fin des années 1930]-1947.....	46

B. Industrie.....	46
C. Circulation.....	46
XIV. Affaires sociales.....	47
A. Exécution des tâches communales.....	47
B. Collaboration communale avec des tiers.....	47
XV. Tutelle sur Commission d'assistance publique.....	48
A. Autorités.....	48
B. Personnel.....	48
C. Patrimoine.....	48
D. Finances.....	49
E. Exécution des tâches.....	49
F. Collaboration avec des tiers.....	49
XVI. Relations avec les cultes reconnus.....	50
A. Tutelle communale sur la fabrique d'église de Patignies-Malvoisin.....	50
B. Obligations communales vis-à-vis de la chapellenie.....	50

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Malvoisin. Dépôt 2020

Période:

1845 - 1980

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0525.808

Etendue:

- Numéros: 275.00
- Etendue inventoriée: 3.70 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Namur

Producteurs d'archives:

Commune de Malvoisin, 1845 - 1977

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Malvoisin

HISTORIQUE

La commune de Malvoisin (entité de Gedinne) est une commune belge située en province de Namur qui a existé de 1800 à 1976.

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Malvoisin dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Gedinne, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Malvoisin devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Gedinne ¹.

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814) puis de la province de Namur (sauf entre les arrêtés du 18 août 1814 et du 13 décembre 1815, période pendant laquelle elle est brièvement rattachée au département des Ardennes).

Le nombre d'habitants dans la commune croît régulièrement au XIXe siècle, passant de 191 en 1831 à 312 en 1900. Il atteint un pic en 1917 avec 317 habitants avant de connaître ensuite une lente régression. En 1961, Malvoisin ne compte plus que 287 habitants.

Sur le plan de l'économie, Malvoisin est une commune rurale tournée essentiellement vers l'agriculture et la sylviculture. L'écrasante majorité des habitants sont cultivateurs. Quelques artisans côtoient ceux-ci. Comme dans toute l'entité, la gestion des bois revêt une importance vitale pour l'économie locale. La commune en tire un revenu significatif tout au long de la période. Notons encore la présence dans la seconde moitié du XXe siècle de carrières de kaolin dont la commune perçoit une part de ses recettes par une redevance calculée sur leur production.

Il faut noter l'acquisition en 1883-1885 d'un château-ferme par la commune. Celle-ci y installe l'école ainsi que ses locaux dans les années qui suivent. Ces bâtiments existent toujours actuellement. Ils sont transformés en logements sociaux et en salle des fêtes.

Le 1er janvier 1977, la commune de Malvoisin est fusionnée avec les communes de Bourseigne-Neuve, Bourseigne-Vieille, Gedinne, Houdremont, Louette-Saint-Denis, Louette-Saint-Pierre, Patignies, Rienne, Sart-Custinne, Vencimont et Willerzie pour former l'actuelle commune de Gedinne.

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

La fusion forme une entité de 4255 habitants pour 15160 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Renforcer le pôle de Gedinne en augmentant son potentiel par les apports divers des communes qui actuellement dépendent de ce centre dans de nombreux domaines (services, enseignement, loisirs, etc.). Faire bénéficier les populations intéressées d'équipements améliorés " ².

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ³.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

2 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

3 Pasinomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'Archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les dossiers centraux des communes de Malvoisin et de Gedinne constitués par les Archives de l'État ⁴.

Un premier inventaire connu des archives de la commune de Malvoisin est rédigé le 30 novembre 1840 par le Collège échevinal, représenté par le

4 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossiers " Commune de Malvoisin " et " Commune de Gedinne ".

bourgmestre, Louis-Joseph Colson, et deux autres membres, conformément à l'instruction du 13 octobre de la même année reçue du Gouverneur de la Province de Namur. Son contenu est très sommaire et décrit en quelques mots les séries " remises au Collège des bourgmestre et échevins de cette commune par Monsieur Mathieux [Émile Mathieu] cidevant bourgmestre ". Outre les publications administratives, il est question des registres de l'état civil, des comptes et budgets de la commune et du Bureau de bienfaisance, des pièces concernant le Cadastre et celles concernant la milice et la garde civique. De ces documents, rien n'a été déposé aux Archives de l'État à Namur. Ceux-ci ont probablement disparu.

Le 10 mars 1912, le Conseil communal certifie exact et approuve un nouvel inventaire des archives communales signé par Émile Colaux, bourgmestre, l'échevin Colson et les conseillers. Celui-ci comporte 44 articles particulièrement précis, puisque dans chaque cas, les années manquantes sont précisées. Outre les publications administratives, l'état civil et les documents cadastraux, l'inventaire relève la présence de : registres de population avec index et entrées et sorties, un registre de milice et pièces justificatives, des pièces concernant l'instruction primaire, la voirie et les cours d'eau, de la correspondance, un registre aux condamnations, des actes notariés, des budgets et des comptes communaux de 1840 à 1910, des budgets et des comptes du Bureau de bienfaisance de 1847 à 1910, des budgets et des comptes de la Fabrique d'église de 1867 à 1910, un atlas des chemins vicinaux, un registre des affouages communaux, un registre aux délibérations du Conseil communal et un autre du Collège échevinal antérieurs à ceux en cours d'usage, deux doubles du rôle des contributions, une liste d'électeurs, 10 liasses de pièces comptables, une farde de changements de résidence, une autre d'états d'assiette des coupes des bois communaux et 2 registres de police sanitaire des animaux domestiques. Le contenu de ce document nous montre que la commune avait déjà perdu la trace ou éliminé une grande part des archives décrites dans l'inventaire de 1840. Force est de constater que depuis, d'autres documents ont disparu puisqu'ils n'ont pas fait l'objet des dépôts intervenus en 1967 et en 2018.

En effet, le 13 novembre 1967, Léon Colaux, bourgmestre, répond à l'inspecteur des Archives de l'État, G. Beterams, que les archives historiques de la commune encore conservées peuvent faire l'objet d'un dépôt aux Archives de l'État. Le 20 octobre 1968, G. Beterams annonce ,au bourgmestre et à l'Archiviste général du Royaume que la sélection a été opérée. Celle-ci ne concerne que les registres de population de 1846 à 1920 et les archives de milice pour la période 1862-1923. Le transfert effectif vers les Archives de l'État à Saint-Hubert est opéré le 15 janvier 1969 ⁵. Il est évident que si bon nombre de documents décrits dans les inventaires de 1840 et de 1912 étaient encore conservés par la commune à cette date, ils auraient aussi fait l'objet de ce dépôt.

Après la fusion des communes de 1977, Cécile Douxchamps-Lefèvre opère une première inspection des archives le 16 août 1979. Les documents d'utilité courante en provenance des anciennes communes ont été rassemblés à Gedinne. Les autres sont restés dans les anciens locaux communaux des

5 Voir aussi le n° 19 du présent inventaire.

villages fusionnés. L'administration communale envisage la nomination d'un commis en charge du traitement des fonds. Il semble que cela soit resté lettre morte. En effet, en 1990, une mise à jour de l'information sur les archives communales de la nouvelle commune de Gedinne parvient aux Archives de l'État à Namur. Dans le cadre d'une campagne générale d'inspection, Françoise Jacquet-Ladrier, archiviste, reçoit le 12 octobre 1990 une réponse à un questionnaire rédigée par le secrétariat communal. La situation décrite est relativement inquiétante. En effet, si les registres aux délibérations et de population des anciennes communes ont fait l'objet d'un transfert à Gedinne dans la maison communale, peu de dossiers y sont arrivés. La plupart sont encore répartis dans les anciennes maisons communales, comme en 1979. C'est le cas à Malvoisin. La commune annonce cependant l'aménagement de locaux destinés à centraliser les archives des anciennes communes de l'entité à Malvoisin-même dans l'ancienne maison communale.

Le 9 octobre 2002, André Vanrie, Conservateur des Archives de l'État à Namur, se rend à Gedinne pour actualiser le constat opéré en 1990. Les archives antérieures à la fusion de 1977 sont alors conservées au 1er étage de la salle des fêtes du village de Patignies dans de bonnes conditions de conservation. Environ 150 mètres linéaires de rayonnage accueillent les boîtes de conservation classées suivant le système CDU appliqué en 1996 par une firme privée. Les registres aux délibérations et de population des anciennes communes sont eux conservés à la maison communale de Gedinne. André Vanrie précise qu'il n'y a pas eu de destruction d'archives depuis 1977. Suite à cette visite, le Collège communal de Gedinne envoie le 29 janvier 2002 aux Archives de l'État à Namur un inventaire des registres aux délibérations et de population conservés à Gedinne. Pour Malvoisin, ce relevé correspond en tout point à celui publié dans le présent inventaire.

En 2018, parallèlement à une procédure d'élimination demandée par le Collège communal et approuvée par les Archives de l'État le 6 mars de cette année, Gedinne a décidé de déposer aux Archives de l'État à Namur les archives historiques des anciennes communes de l'entité. En effet, un déménagement des archives de Patignies à Gedinne vers un local insuffisant en espace de conservation aurait compliqué la tâche de l'administration communale à très brève échéance. Le transfert des archives historiques vers Namur procure ainsi la capacité nécessaire à une gestion rationnelle des accroissements récents.

ACQUISITION

Les archives de l'ancienne commune de Malvoisin décrites dans le présent inventaire ont été transférées en 2018 aux Archives de l'État à Namur pour traitement matériel et ont fait l'objet d'une convention de dépôt aux Archives de l'État à Namur signée le 11 février 2020 par le Collège communal et par l'Archiviste général du Royaume.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Malvoisin entre 1845 et 1980. Les lacunes pour le XIXe siècle sont cependant importantes et les documents déposés ne complètent que très partiellement le premier dépôt, fort maigre, opéré en 1969. Le fonds contient également les registres de population ouverts en 1971 et continués jusqu'en 1980.

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en

effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les

conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux.

L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement

conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution

et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL, Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ⁶. L'absence de dépôt s'explique d'une part, par l'utilité administrative et d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

6 <http://geoportail.wallonie.be>.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classification décimale universelle (CDU). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ⁷. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude.

Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ⁸.

Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

⁷ En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

⁸ GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été dans leur grande majorité classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

*1 - 6 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS ET PROCÈS-VERBAUX DU
CONSEIL COMMUNAL. 1898-1976.*

- | | | |
|---|-----------------------------------|----------|
| 1 | 10 février 1898-8 janvier 1929. | 1 volume |
| 2 | 19 mars 1922-10 février 1974. | 1 volume |
| 3 | 22 décembre 1929-2 avril 1955. | 1 volume |
| 4 | 10 janvier 1953-11 mai 1966. | 1 volume |
| 5 | 20 juillet 1966-22 décembre 1976. | 1 volume |
| 6 | 22 février 1974-22 décembre 1976. | 1 volume |

*7 - 8 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS DU COLLÈGE ÉCHEVINAL.
1901-1976.*

- | | | |
|----|---|----------|
| 7 | 4 décembre 1901-21 août 1964. | 1 volume |
| 8 | 12 septembre 1964-15 juillet 1976. | 1 volume |
| 9 | Répertoires des actes de l'administration communale. 1871-1908. | 4 pièces |
| 10 | Lettre d'information reçue de l'Institut géographique militaire mentionnant les repères placés sur le territoire de la commune en vue de l'établissement de la carte de Belgique. 15 novembre 1932. | 2 pièces |
| 11 | Rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1955, 1970-1971. | 3 pièces |

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

12 Dossier relatif à la fusion des communes. 1972-1975. 1 liasse

13 Dossier relatif à la participation de la commune à la Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la région Gedinne-Semois. 1962-1974. 1 chemise

14 Dossier relatif à la participation de la commune à l'ASBL Conseil économique de la Province de Namur. 1970. 1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

15 Arrêté de la Députation permanente confirmant la délibération du collège échevinal de déchéance du statut de conseiller d'Émile Darche. 8 février 1907. 1 pièce

16 Dossier relatif à la démission et à la nomination de conseillers communaux. 1961-1962, 1974. 1 chemise

17 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal fixant le jeton de présence des conseillers. 1964-1965. 3 pièces

18 Dossier relatif à la fixation du traitement des bourgmestre et échevins. 1964-1966. 4 pièces

C. ARCHIVES

19 Dossier relatif au dépôt des archives historiques de la commune aux Archives de l'État. 1967. 3 pièces

D. PERSONNEL

20 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la fixation des traitements du secrétaire et du receveur communaux. 1883, 1943, 1952. 3 pièces

-
- | | | |
|----|--|-----------|
| 21 | Dossier relatif au statut pécuniaire du personnel. 1952-1973. | 1 liasse |
| 22 | Dossier relatif à des allocations de bonification, de restructuration et de programmation accordées au personnel. 1967-1972. | 1 liasse |
| 23 | Dossier relatif à la fixation du salaire horaire des ouvriers. 1952-1963. | 1 chemise |
| 24 | Dossier relatif à l'affiliation de la commune au secrétariat social des Classes Moyennes. 1952, 1958. | 4 pièces |
| 25 | Dossier relatif à l'adhésion au Service provincial de Médecine du travail. 1968. | 3 pièces |
| 26 | Arrêtés relatifs à la décision du Conseil communal de nommer Jules Colaux receveur communal. 1883. | 2 pièces |
| 27 | Dossier personnel de Naisse Louis, secrétaire communal. 1958-1976. | 1 liasse |
| 28 | Actes relatifs au cautionnement fourni par Édouard Poncelet, nommé receveur communal. 1864. | 2 pièces |
| 29 | Dossier personnel de Colaux Gaston, garde-champêtre. 1958-1974. | 1 chemise |
| 30 | Dossier personnel de Demars Albert, cantonnier, fontainier, fossoyeur. 1958-1976. | 1 liasse |

III. PATRIMOINE

31 - 34 DOSSIERS D'ACQUISITIONS DE BIENS IMMOBILIERS PAR LA COMMUNE. 1845-1935.

- 31 Actes d'achat de pâtures et terrains. 1845, 1847. 2 pièces
- 32 Actes d'achat de bois. 1876, 1877. 2 pièces
- 33 Acte d'achat d'emprises pour le chemin de grande communication Malvoisin-Rienne. 11 mars 1864. 1 cahier
- 34 Arrêté de la Députation permanente autorisant la commune à acheter des propriétés destinées à l'agrandissement du domaine communal. 7 juin 1935. 1 pièce

35 - 37 DOSSIERS D'ALIÉNATION DE BIENS IMMOBILIERS PAR LA COMMUNE. 1847-1925.

- 35 Pâtures et terrains. 1866, 1881, 1902, 1914, 1925. 1 chemise
- 36 Acte de vente d'un bois à la commune de Louette-Saint-Pierre. 24 janvier 1847. 1 cahier
- 37 Vente de biens en compensation de l'achat du château. 1885-1889. 1 chemise
- 38 Dossier relatif au partage des biens communaux et leur attribution à des habitants. 1849-1857. 1 chemise
- 39 Plan d'une parcelle de terrain demandée en concession à la commune par Jean Joseph Lelarche. 4 juin 1884. 1 pièce
- 40 Dossier relatif à la vente de coupes de bois. 1884-1912. 1 liasse
- 41 Copie conforme de l'acte de vente publique de biens mobiliers de la commune en compensation de l'achat du château. 15 décembre 1885. 1 pièce

-
- 42 Dossier relatif à la vente de portions de gazonnage. 1885-1921.
1 chemise
- 43 *43 - 44 GESTION DES ESSARTS. 1887-1922.*
Dossier relatif à la location de portions. 1887-1920.
1 chemise
- 44 Dossier relatif à la vente de portions. 1899-1922.
1 chemise
- 45 Dossier relatif à un échange de terrains entre la commune et
Isidore Baijot. 1888-1889.
1 chemise
- 46 Dossier relatif à la location du droit de tenderies. 1897-1964.
1 liasse
- 47 Dossier relatif à la location du droit de chasse. 1912-1921.
1 chemise
- 48 Dossier relatif à la location d'étangs de pêche. 1946, 1964, 1973.
1 chemise
- 49 Dossier relatif à la location à la société Gatelier et fils, Sokomat,
puis Kaomal d'une carrière de kaolin au lieu-dit " Laid Laquai ".
1948-1967.
1 liasse
- 50 Dossier relatif aux demandes d'extension de la carrière au lieu-dit "
Laid Laquai " par l'exploitant. 1961-1960.
1 chemise
- 51 Dossier relatif à l'ouverture et la location à la société Kaomal d'une
carrière de kaolin au lieu-dit " Virée de sous le gros bois ". 1954-
1959.
1 chemise
- 52 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à
la majoration de 100 % des fermages des biens ruraux. 1er juin
1953.
1 cahier
- 53 Dossier relatif au déboisement et la mise en culture de parcelles de
taillis communaux. 1953-1957.
1 chemise

-
- 54 Dossier relatif à la demande faite par la commune de changement de mode de jouissance d'un terrain lui appartenant par reboisement. 1956-1957. 3 pièces
- 55 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la décision de désigner un géomètre pour effectuer le lotissement des terrains défrichés. 7 juillet 1958. 1 pièce
- 56 Dossier relatif à l'acquisition de nichoirs à placer dans les bois communaux suite à une proposition de l'ASBL "Les Réserves naturelles et ornithologiques de Belgique". 1965. 3 pièces

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ

57	57 - 60 BUDGETS ANNUELS. 1935-1976. 1935, 1940, 1943-1949.	1 liasse
58	1953-1959.	1 liasse
59	1960-1965, 1967-1968	1 liasse
60	1974-1976.	1 liasse
61	61 - 62 MODIFICATIONS BUDGÉTAIRES. 1948-1976. 1948.	5 pièces
62	1968, 1974-1976.	1 chemise
63	Tableau indiquant le montant présumé des parts et des additionnels. 10 août 1944.	1 pièce
64	Dossier relatif à la fixation des centimes additionnels. 1944-1947.	5 pièces
65	65 - 68 COMPTES ANNUELS. 1941-1976. 1941, 1944-1949.	1 liasse
66	1952-1953, 1955-1959.	1 liasse
67	1960-1967.	1 liasse
68	1971-1976.	1 liasse

	69 - 95 PIÈCES JUSTIFICATIVES DES COMPTES ANNUELS. 1905-1976.	
69	1905.	1 chemise
70	1913.	1 chemise
71	1919-1920.	1 chemise
72	1921.	1 liasse
73	1922.	1 liasse
74	1924.	1 chemise
75	1925.	1 liasse
76	1926.	1 liasse
77	1927.	1 liasse
78	1928.	1 chemise
79	1929.	1 liasse
80	1931.	1 liasse
81	1932.	1 liasse
82	1933.	1 liasse
83	1934.	1 liasse

84	1935.	1 liasse
85	1937.	3 pièces
86	1938.	1 liasse
87	1939.	2 pièces
88	1944.	1 liasse
89	1946.	1 liasse
90	1947.	1 liasse
91	1950.	1 liasse
92	1956.	1 liasse
93	1968.	1 liasse
94	1974.	1 liasse
95	1976.	1 liasse
96	96 - 116 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1946-1976. Recettes, 1946.	1 volume
97	Dépenses, 1946.	1 volume
98	1947.	1 volume
99	1948.	

1 volume

100 1949.

1 volume

101 1952.

1 volume

102 1953.

1 volume

103 1954.

1 volume

104 1955.

1 volume

105 1956.

1 volume

106 1957.

1 volume

107 1958.

1 volume

108 1959.

1 volume

109 1960.

1 volume

110 1961.

1 volume

111 1962.

1 volume

112 1964.

1 volume

113 1968.

1 chemise

114 1974.

1 volume

115 1975.

1 volume

116	1976.	1 volume
117	Journal des dépenses et des recettes. 1971-1977.	1 volume
118	Formulaires statistiques des comptes. 1956-1967.	8 pièces
119	Convention relative à une créance due par la commune à Arsène Mélot, ancien notaire, à Flavion. 26 mai 1884.	1 pièce
120	Relevé des parties de crédit à reporter à l'exercice 1976. 16 avril 1976.	1 pièce
121	Extraits du livre journal des recettes et dépenses. 1976.	6 pièces
122	Extraits de situation de compte courant de la commune. Août-novembre 1933.	5 pièces
123	Compte de clerc à maître remis par Émile Lardot, receveur démissionnaire. 8 juin 1946.	2 pièces

B. IMPOSITIONS ET TAXES

1. GÉNÉRALITÉS

124	<i>124 - 125 JOURNAUX AUXILIAIRES DES IMPOSITIONS, TAXES ET RECETTES DIVERSES. 1956-1962.</i> 5 juillet 1956-9 juin 1959.	1 cahier
125	25 juin 1959-28 novembre 1962.	1 cahier
126	Dossier relatif à la désignation de Louis Naisse, secrétaire communal, comme délégué auprès de la commission fiscale. 1957-1966.	6 pièces

2. IMPÔTS COMMUNAUX

- 127** Rôles d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale. 1903, 1913-1919.
1 chemise
- 128** Rôle de la taxe communale sur les chiens pour l'exercice 1915. 1915-1916.
1 pièce
- 129** Dossier relatif au projet de taxe sur les essarts communaux. 1922.
3 pièces
- 130** Relevés des expéditions de kaolin de la carrière du Laid Laquai en vue du calcul de la redevance. 1949-1960.
1 chemise
- 131** Relevés des expéditions de kaolin de la carrière de la Virée sous le gros bois en vue du calcul de la redevance. 1955-1966.
1 chemise
- 132** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal fixant les centimes additionnels sur la contribution foncière. 12 janvier 1957.
1 pièce
- 3. IMPÔTS D'ÉTAT**
- 133** Listes des personnes imposées et taxées. 1957-1958.
2 pièces

-
- 134 V. ÉTAT CIVIL
Registre des naissances et des décès survenus dans une autre commune. 1959-1976.
1 volume
- 135 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'attribution d'une concession au cimetière à Victor Colaux. 8 avril 1959.
1 pièce

VI. POPULATION

A. REGISTRES DE POPULATION ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

136	136 - 140 REGISTRES DE POPULATION. 1921-1980. 1921-1930.	1 volume
137	1930-1947.	1 volume
138	1949-1960.	1 volume
139	1961-1970.	1 volume
140	1971-1980.	1 volume
141	Index du registre de population. 1971-1980.	1 cahier
142	Registre des entrées. 1962-1976.	1 volume
143	Registre des sorties. 1962-1976.	1 volume
144	Tableaux statistiques des mouvements de la population en 1976. 31 décembre 1976.	1 chemise
145	Lettre reçue du bourgmestre de Haut-Fays relative à la déchéance de la fonction de conseiller communal d'Alexandre Petitjean en raison de la fixation de son domicile à Malvoisin. 4 mai 1902.	2 pièces
146	Convention relative à la reprise au registre national de la population communale. [1968-1972].	1 pièce

B. CARTES D'IDENTITÉ

- 147 147 - 148 REGISTRES DES CARTES D'IDENTITÉ. 1929-1976.
18 janvier 1929-14 juillet 1976 1 volume
- 148 13 novembre 1974-31 décembre 1976 1 volume

C. ÉTRANGERS

- 149 Registre des étrangers. 1933-1965. 1 cahier
- 150 Demande d'autorisation par Joseph Rezette, cultivateur, d'engager
une personne de nationalité étrangère. 26 avril 1937. 1 pièce

D. PERMIS DE CONDUIRE

- 151 Registre des licences d'apprentissage et des permis de conduire.
1967-1973. 1 volume

VII. ÉLECTIONS

- 152** Listes des électeurs. 1923, 1951, 1953, 1969, 1971, 1973.
1 liasse
- 153** Liste des électeurs convoqués pour les élections législatives et provinciales du 27 novembre et du 4 décembre 1932. 1932.
1 pièce
- 154** Dossier relatif aux élections communales et à l'installation des nouveaux conseils et collèges. 1952, 1959, 1964-1965, 1970-1971.
1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. MILICE

- 155 Registre aux feuillets individuels de recensement des miliciens pour les levées. 1924-1949. 1 volume
- 156 Dossier relatif aux levées de milice. 1949-1979. 1 liasse
- 157 Registre des militaires en congé illimité. [Vers 1930]-1975. 1 volume

B. MOBILISATION ET RÉQUISITIONS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX

- 158 Registre de classement servant à l'inscription des motos appartenant aux habitants de la commune, établi dans le cadre de la mission de mobilisation de l'armée. 1947-1950. 1 pièce

C. GUERRES ET CONSÉQUENCES

- 159 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à une dépense pour acquisition de plaques souvenir " Ancien combattant ". 1er mars 1960. 1 pièce

D. RAVITAILLEMENT

- 160 Instruction n° 43 reçue de la Direction provinciale du ravitaillement et du rationnement. [1940-1942]. 1 pièce
- 161 Livres-journaux de fournitures. 1941-1942. 1 liasse
- 162 Fiches individuelles d'affectation de la récolte de céréales. 5 août 1941. 1 chemise
- 163 Carte individuelle d'un producteur de pommes de terre fournie à la Corporation nationale de l'agriculture et de l'alimentation. 12 octobre 1941. 1 pièce
- 164 Dossier relatif à la mobilisation des récoltes dans le cadre du plan de culture de la Corporation nationale de l'agriculture et de

l'alimentation. 1942-1943.

1 liasse

165

Bordereaux d'autorisations de livraison et de transport de céréales par la Corporation nationale de l'agriculture et de l'alimentation. 1943.

1 cahier

166

Bordereau de timbres. [1940-1944].

1 pièce

167

Registre des cartes de ravitaillement. 1957-1970.

1 volume

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

- 168** Lettres échangées avec le Commissaire d'arrondissement de Dinant relatives à la coopération avec les autres communes pour assurer le service d'ordre lors de manifestations touristiques et sportives. 1966.
2 pièces
- 169** Registre destiné à l'inscription des autorisations d'installer des colombiers. 1958.
1 cahier
- 170** Dossier relatif à l'affiliation de la commune au groupe régional contre l'incendie de Gedinne. 1959.
5 pièce
- 171** Correspondance échangée avec la Direction provinciale de Namur de la Protection civile relative à l'installation d'une antenne relais du réseau de communication de celle-ci. 13 mars 1966.
2 pièces
- 172** Dossier relatif à la prise de mesures en raison de la sécheresse. 1976.
4 pièces

-
- 173 X. SANTÉ PUBLIQUE
Registre d'inscription des enfants vaccinés contre la variole. 1921-1961.
1 cahier
- 174 Listes des enfants vaccinés contre la poliomyélite. 1961, 1963.
2 pièces
- 175 Dossier relatif à la vaccination obligatoire du bétail en raison d'un foyer de fièvre aphteuse à Patignies. 1961.
3 pièces
- 176 Dossier relatif aux analyses de potabilité de l'eau de distribution. 1962-1974.
1 chemise
- 177 Dossier relatif à la demande de la société Kaomal d'extension de la carrière de kaolin. 1963-1965.
1 chemise
- 178 Dossier relatif à la demande de Paul Quewet pour l'établissement d'une porcherie. 1966-1967.
9 pièces
- 179 Dossier relatif à la demande de Marcel Gilson en vue de l'extension de capacité de ses dépôts d'essence et de mazout. 1976.
1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMMUNAUX

- 180** Devis estimatif et acte d'adjudication de travaux de construction d'une sacristie, aux portes des remises du château, à l'école et à la maison de l'instituteur. 27 juillet 1902.
1 pièce
- 181** Dossier relatif aux travaux de restauration des bâtiments communaux. 1954-1955.
1 chemise
- 182** Dossier relatif aux travaux d'aménagement des bâtiments communaux. 1960-1961.
1 chemise
- 183** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif au paiement de factures occasionnées par la réception organisée pour l'inauguration de la nouvelle salle communale et salle des fêtes. 20 août 1961.
1 pièce
- 184** 2. BÂTIMENTS SCOLAIRES
Dossier relatif aux travaux d'aménagement du château en école. 1888-1891.
4 pièces
- 185** Dossier relatif à la restauration des locaux et des habitations des instituteurs. [XXe siècle]-1924, 1931.
6 pièces
- 186** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la nomination de Joseph Poncelet comme surveillant des travaux de restauration. 14 mai 1935.
1 pièce
- 187** 3. BÂTIMENTS DU CULTE
Dossier relatif aux travaux de peinture de la chapelle. 1884.
3 pièces

-
- 188 Dossier relatif aux travaux de restauration de la chapelle. 1923-1924.
1 chemise
- 189 Cahier des charges et acte d'adjudication des travaux de construction d'un porche, d'une sacristie et d'un lambris à la chapelle. 1940.
2 pièces
- 190 Affiche annonçant l'adjudication des travaux de peinture et de réfection extérieures de la chapelle. 27 avril 1950.
1 pièce
- 191 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs aux frais occasionnés par l'incendie de la chapelle. 1958.
2 pièces
- 192 Dossier relatif aux travaux de réfection des toitures de la chapelle. 1962-1966.
1 liasse
- 193 Dossier relatif aux travaux de peintures intérieures de la chapelle. 1964-1972.
1 liasse
- 194 Dossier relatif aux travaux d'amélioration des installations électriques de la chapelle. 1964-1966.
1 liasse
4. CIMETIÈRE
- 195 Acte d'adjudication de travaux de réfection du cimetière. 8 septembre 1896.
1 pièce
- 196 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal demandant l'établissement d'un projet d'extension du cimetière. 7 septembre 1957.
1 pièce
5. LAVOIR
- 197 Dossier relatif aux travaux de restauration du lavoir. 1901, 1907.
1 chemise
- B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE*
- 198 Acte d'adjudication des travaux d'entretien du chemin de grande

	communication. 10 février 1873.	1 pièce
199	Acte d'adjudication des travaux de reconstruction d'une partie du chemin n° 1. 15 novembre 1876.	1 pièce
200	Actes d'adjudication de travaux de réparation de la fontaine dite Hauyon et de travaux de voirie. 1879.	3 pièces
201	Acte d'adjudication des travaux au chemin n° 13. 20 mars 1880.	1 pièce
202	Acte d'adjudication des travaux au chemin n° 12. 24 février 1881.	1 pièce
203	Dossier relatif à l'adjudication de travaux d'entretien des chemins. 1881-1914.	1 chemise
204	Acte d'adjudication des travaux d'amélioration du chemin n° 13. 15 février 1885.	2 pièces
205	Acte d'adjudication des travaux au chemin n° 10. 24 mars 1889.	1 pièce
206	Acte d'adjudication des travaux d'amélioration du chemin dit de la Chapelle. 14 décembre 1892.	1 pièce
207	Acte d'adjudication de travaux aux chemins. 4 mai 1896.	1 pièce
208	Dossier de travaux d'amélioration des chemins n° 7 et n° 12. 1904.	1 chemise
209	Dossier relatif à l'amélioration du chemin n° 12. 1908-1910.	6 pièces
210	Dossier relatif à l'amélioration du chemin de vidange des prairies communales (sentier n° 14). 1911-1912.	4 pièces
211	Plan du projet de modification du chemin n° 12. 11 octobre 1911.	1 pièce
212	Dossier relatif aux travaux de reconstruction d'un aqueduc au	

chemin de grande communication n° 172. 1931.

8 pièces

213 Dossier relatif au projet d'extension de l'éclairage public. 1973-1974.

4 pièces

C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU

214 Lettre reçue de l'Inspecteur provincial via le Commissaire d'arrondissement relative à la programmation de travaux de curage des cours d'eau. 19 février 1906.

1 pièce

215 Programme et rôle de répartition des frais pour les travaux de curage, d'entretien et de réparation des cours d'eau non navigables ni flottables. 1907.

2 pièces

D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

216 Dossier relatif au recensement des ressources aquifères souterraines et à l'autorisation de leur exploitation par la commune. 1971-1975.

1 chemise

217 Dossier relatif aux travaux de comblement d'un étang et d'installation d'un abreuvoir. 1893-1895.

6 pièces

218 Dossier d'études pour l'établissement d'une distribution d'eau. 1896-1897.

4 pièces

219 Dossier relatif au projet d'installation d'un puits et d'une pompe. 1901-1903.

4 pièces

220 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la demande de travail en régie pour les travaux de pavage des abreuvoirs publics. 22 août 1926.

1 pièce

221 Dossier relatif à l'établissement d'un réseau de distribution. 1938-1939.

1 liasse

-
- 222 Dossier relatif aux travaux de forage d'un puits pour captage d'eau. 1971-1972.
7 pièces
- 223 Dossier relatif au raccordement de la distribution à une nouvelle source d'eau. 1972-1977.
1 chemise
- 224 Dossier relatif aux travaux d'extension du réseau de distribution. 1975-1977.
1 liasse
2. ÉLECTRICITÉ
- 225 Dossier relatif à la fourniture d'électricité et à l'établissement du réseau. 1916-1927, 1937.
1 liasse
- 226 Dossier relatif aux travaux de raccordement électrique de l'immeuble d'Albert Bucholtz et de la station de pompage. 1963-1966.
4 pièces
- 227 Dossier relatif à l'installation d'un poste de transformation aérien par ESMALUX. 1975.
5 pièces
3. TÉLÉPHONE
- 228 Dossier relatif à la plantation de poteaux pour le réseau et l'occupation du domaine public communal. 1912, 1958-1959.
6 pièces
4. TRANSPORTS EN COMMUN
- 229 Dossier relatif à l'érection d'un abri pour voyageurs à l'arrêt des Écoles communales. 1963-1964.
1 chemise
- E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
1. PLANS
- 230 Pièces relatives à la demande de dispense d'établir un plan général et des plans particuliers, formulée par le Conseil communal. Septembre 1963.
2 pièces

2. AUTORISATIONS DE VOIRIE**231**

Autorisation donnée par la Députation permanente à Gilles Constant de construire un aqueduc sur le fossé de la route Falmignoul-Bouillon lui permettant d'accéder à sa maison. 6 juin 1902.

1 pièce

232

Dossier relatif aux autorisations d'enseignes et d'enseignes lumineuses. 1961-1966.

1 chemise

3. PERMIS DE BÂTIR**233**

Dossier relatif à la demande d'autorisation de construction d'une maison d'habitation par Émile Bertholet. 1961-1962.

3 pièces

XII. ENSEIGNEMENT

A. PERSONNEL

234 Lettre reçue des instituteurs du canton de Gedinne relative à l'indexation de leur traitement pour la tenue des cours destinés aux adultes. 3 septembre 1925. 1 pièce

235 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la nomination à titre définitif de Marie Deffoin comme institutrice gardienne. 22 avril 1964. 1 pièce

B. ÉQUIPEMENT

236 Dossier relatif aux décisions d'acquisition de fournitures classiques. 1957-1969. 1 chemise

XIII. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE

237 - 242 BULLETINS DE RECENSEMENT AGRICOLE ET HORTICOLE.
[FIN DES ANNÉES 1930]-1947.
[Fin des années 1930].

1 liasse

1941-1942.

1 liasse

Emblavures d'hiver et bétail. 1942-1943.

1 chemise

1943.

1 liasse

1944.

1 liasse

1945-1947.

1 chemise

État de paiement de l'indemnité accordée aux cultures de céréales
fourragères. 7 juin 1957.

1 pièce

Dossier relatif aux dégâts occasionnés par le gibier provenant des
chasses communales adjudgées à l'ASBL Chasse de Haut-Fays et
aux projets de clôture. 1965-1973.

1 liasse

B. INDUSTRIE

Statistiques mensuelles de l'activité industrielle de l'eau. 1970-
1976.

1 liasse

C. CIRCULATION

Dossier relatif aux subsides au service d'autobus desservant la
commune. 1958-1967.

8 pièces

XIV. AFFAIRES SOCIALES

A. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

- 247** Dossier relatif à la prise en charge des frais d'entretien des indigents et à leur domicile de secours. 1887-1926.
1 liasse
- 248** Dossier relatif aux décisions annuelles d'accorder une prime de naissance aux mères de famille ayant leur domicile dans la commune. 1958-1965.
1 chemise
- B. COLLABORATION COMMUNALE AVEC DES TIERS*
- 249** Dossier relatif aux conventions passées entre la commune et l'ASBL Service provincial d'aide familiale. 1958-1965.
1 chemise
- 250** Dossier relatif à l'affiliation de la commune au Service social régional à Beauraing. 1960-1974.
1 chemise
- 251** Lettre reçue du Commissaire d'arrondissement de Dinant incitant la commune à aider le Comité national belge pour la campagne contre la faim. 7 février 1964.
1 pièce

XV. TUTELLE SUR COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. AUTORITÉS

- 252 Dossier relatif à l'élection des membres de la Commission. 1953-1971.
1 chemise
- 253 Lettre de démission de Georges Poncelet du poste de président et notification de l'acceptation. 1961.
2 pièces
- 254 Lettre de démission de Joseph Darche comme membre suppléant de la Commission. 21 octobre 1961.
1 pièce
- 255 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'acceptation de la démission de Victor Debry comme membre de la Commission. 29 novembre 1962.
1 pièce
- 256 Actes de nominations de délégués au sein du comité de conciliation chargé de statuer sur les réclamations des indigents. 1971.
2 pièces
- B. PERSONNEL*
- 257 Statut pécuniaire du personnel et modifications. 1964-1970.
1 chemise
- 258 Décisions d'octroi de bonifications de restructuration au personnel. 1967-1969.
2 pièces
- 259 Correspondance échangée avec le Gouverneur relative à l'annulation de la nomination d'André Berger comme secrétaire de la Commission. 1956.
2 pièces
- 260 Dossier personnel de Bourlon Paul, secrétaire-receveur. 1956-1967.
1 liasse
- C. PATRIMOINE*
- 261 Dossier relatif à la demande faite par la commission de changement de mode de jouissance d'un terrain lui appartenant par reboisement. 1960-1962.

		1 chemise
262	Extrait du registre aux délibérations de la Commission relatif à la majoration du taux des fermages actuels de ses biens mis en location. 10 novembre 1966.	1 pièce
263	<i>D. FINANCES</i> Budgets annuels. 1944, 1949, 1969	1 chemise
264	Modifications budgétaires. 1960-1967.	1 chemise
265	Comptes annuels. 1942, 1944, 1946-1949, 1976.	1 chemise
266	Procès-verbaux de vérification de caisse. 1958, 1971-1976.	1 chemise
267	<i>E. EXÉCUTION DES TÂCHES</i> Dossiers relatifs à l'aide aux séquestrés à domicile. 1952-1972.	1 chemise
268	États des sommes dues par le Fonds spécial d'assistance pour frais d'entretien et de traitement d'indigents séquestrés à domicile. 1966-1971.	1 chemise
269	<i>F. COLLABORATION AVEC DES TIERS</i> Dossier relatif à l'affiliation de la Commission au Service social régional à Beauraing. 1960-1961.	4 pièces

XVI. RELATIONS AVEC LES CULTES RECONNUS

A. TUTELLE COMMUNALE SUR LA FABRIQUE D'ÉGLISE DE PATIGNIES-MALVOISIN

- 270 Procès-verbaux du Conseil de fabrique et du Bureau des marguilliers relatifs au renouvellement de leurs membres. 6 avril 1975.
3 pièces
- 271 Extraits du registre aux délibérations du Conseil de fabrique relatifs au traitement des membres du personnel. 1961, 1964.
2 pièces
- 272 Extraits du registre aux délibérations du Conseil de Fabrique demandant l'autorisation de renouveler du mobilier vétuste dans la chapelle. 6 juillet 1958.
4 pièces
- 273 Budgets annuels de la Fabrique. 1930, 1938, 1940, 1943.
1 chemise
- 274 Comptes annuels de la Fabrique. 1917, 1935, 1938, 1942, 1976.
1 chemise
- B. OBLIGATIONS COMMUNALES VIS-À-VIS DE LA CHAPELLENIE*
- 275 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à l'indemnité de binage du curé. 1957-1967.
1 chemise